

→ COMMUNE DE SAINT MARC SUR COUESNON

PLAN LOCAL D'URBANISME

6



Annexes

→ Dossier d'approbation

PLU	Prescrit	Projet arrêté	Approbation	Modifications
Elaboration	17 janvier 2006	25 septembre 2007	09 septembre 2008	
Révision n°1				



Sommaire

I. Servitudes d'utilité publique affectant l'occupation des sols	3
II. Liste des sites archéologiques	5
2.1 Liste des sites archéologiques :.....	5
2.2 Carte de localisation des sites archéologiques (extrait du PAC)	6
III. Liste des emplacements réservés	7
3.1 Définition d'un emplacement réservé	7
3.2 Destination et bénéficiaire d'un emplacement réservé	7
3.3 Les effets du classement	8
3.4 Liste des emplacements réservés	9
IV. Bâti soumis au permis de démolir	11
4.1 Définition du permis de démolir	11
4.2 Liste du bâti soumis au permis de démolir.....	11
V. Annexes diverses	12
5.1 Espaces boisés classés :.....	12
5.1.1 Dispositions générales :	12
5.1.2 Dispositions applicables aux terrains classés	13
5.1.3 Un outil facilement applicable.....	14
5.2 Zone inondable	14
5.3 Périmètre de captage des eaux.....	15

I. Servitudes d'utilité publique affectant l'occupation des sols

Symbole	Nom officiel de la servitude	Textes qui permettent de l'instituer	Acte d'institution	Observations	Bénéficiaire ou service à consulter
A4	Servitudes relatives aux terrains de cours d'eau non domaniaux	Loi du 8.4.1898 Code rural et loi du 16.12.1964 décret 59.96 du 7.1.1959 et décret 60.419 du 25.4.1960	Arrêté préfectoral du 25.3.1907	Cette servitude s'applique à tout le département	DDAF
A5	Servitudes pour la pose des canalisations publiques d'eau potable et d'assainissement	Loi 62-904 du 4.8.1962 Décret 64-153 du 15.2.1964	Ces servitudes sont instaurées au bénéfice de la commune ou d'un syndicat de communes. Elles sont instituées, en priorité, par conventions amiables. En cas de désaccord, elles le sont par arrêté préfectoral. Dans ce cas, elles doivent être reportées au PLU, faute de quoi, elles deviennent inopposables aux tiers.		Commune
I4	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques	Loi du 15.06.1906 modifiée Loi du 8.04.1946 (article 35) Ordonnance du 23.10.1958. Décret du 6.10.1967 et du 11.06.1970 modifié.	Accord amiable en application du décret du 6.10.1967 ou arrêté préfectoral du 11.6.1970 modifié	Réseau électrique HTA de distribution	DDE/BCDEE

EL 11	Servitudes relatives aux interdictions d'accès le long autoroutes, routes expresses et des déviations d'agglomération	Article L 122.2 du code de la voirie routière	Décret du 04/08/1994	Autoroute A 84	DDE/SGT
AS1	Servitudes liées aux périmètres de protection des eaux potables	Loi n° 64.1245 du 16.12.1964 Décret n°61.859 du 01.08.1961 modifié par décret n° 67.1093 du 15/12/1976 Circulaire du 10.12.1962	Arrêté Préfectoral du 15/02/1998	Captage de la Roche sur la commune de Mézières sur Couesnon	DDASS
T7	Servitudes établies à l'extérieur des zones de dégagement	R 244-1 et D 244-1 à D 244-4 du Code de l'aviation civile L 126-1, R 126-1 du CU	Arrêté du 25.07.1990 Circulaire du 25/07/1990	Relatives aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation	DAC Ouest

II. Liste des sites archéologiques

2.1 Liste des sites archéologiques :

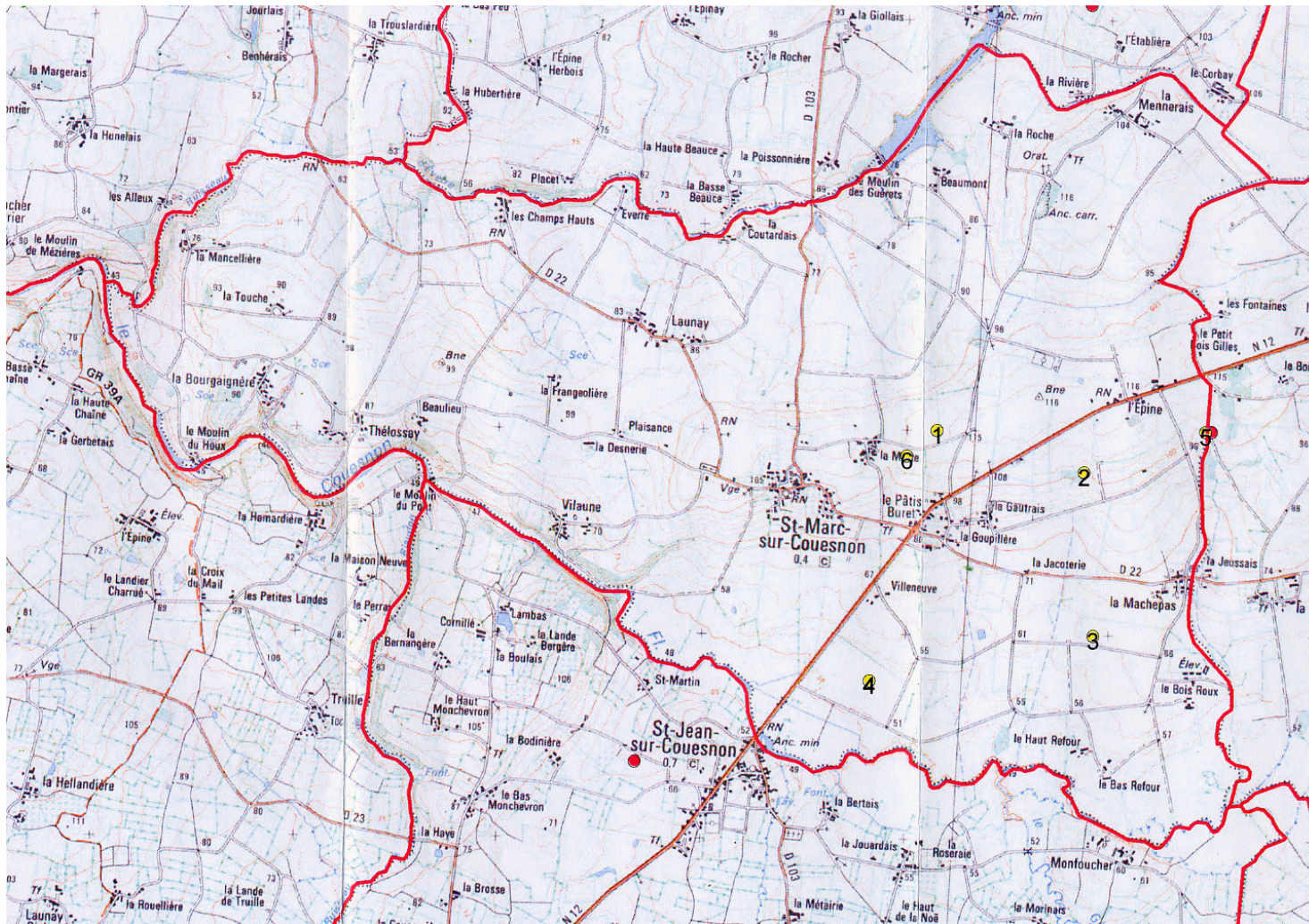
N°site	Nom du site Lieu dit	Chrono début	Chrono fin	Vestiges	Années	Section Parcelles	Degré de protection
1	La Motte	Gallo Romain	Gallo Romain	occupation	1987	ZD 20, ZD 21	pour info
2	La Fanède	Gallo Romain	Gallo Romain	occupation	1987	ZI 58	1
3	Le Reage	Gallo Romain	Gallo Romain	occupation	1987	ZK 39	pour info
4	La Feuletais La Lande	Gallo Romain	Gallo Romain	occupation	1987	ZL 4, ZL 5	pour info
5		Gallo Romain	Gallo Romain	voies			1
6		Gallo Romain	Gallo Romain	enclos		ZD 85, ZD 86	pour info

1 Secteur soumis à l'application de la Loi 2001-44 relative à l'archéologie préventive

2 Secteur soumis à l'application de la Loi 2001-44 relative à l'archéologie préventive et classement en zone N au PLU

Il n'est pas joint dans le Porter à la Connaissance les extraits cadastraux présentant la localisation des différents sites archéologique. La DRAC n'a pas fourni d'autres données que ce tableau.

2.2 Carte de localisation des sites archéologiques (extrait du PAC)



III. Liste des emplacements réservés

3.1 Définition d'un emplacement réservé

L'établissement d'un emplacement réservé est possible au sein des zones U, AU, A et N du PLU. La liste des emplacements réservés est reportée en légende des documents graphiques et donne des précisions sur la destination de chacun des emplacements, leurs superficies et la collectivité bénéficiaire ou du service public qui en demande l'inscription au PLU.

Les emplacements réservés sont soumis aux dispositions de l'article L 123-1 al 8 et R 123-11 d du Code de l'Urbanisme.

Ces emplacements sont réservés afin d'éviter qu'ils ne soient occupés par une utilisation incompatible avec leur future destination, ces terrains sont soumis à une servitude d'urbanisme particulière **qui interdit toute construction** (sauf permis de construire à titre précaire (L 423-1 du code de l'urbanisme))

Ils permettent de gérer à long terme les implantations des équipements collectifs et d'éviter leur remise en cause par des affectations incompatibles avec leur destination.

Le classement concerne des terrains bâtis ou non et peut toucher une parcelle du domaine public même sans l'accord de son gestionnaire.

Pour modifier ou supprimer un emplacement réservé, il est nécessaire d'effectuer une modification du PLU.

3.2 Destination et bénéficiaire d'un emplacement réservé

L'article L 123-1-8 du code de l'urbanisme énumère les différentes destinations :

- voies publiques (routes, chemins piétons, parc de stationnement...)
- ouvrages publics
- ouvrages d'infrastructures (station d'épuration, aérodromes, voie ferrée...)
- ouvrages de superstructures (école, sanitaires, équipements publics...)
- installations d'intérêt général : installation d'intérêt public justifiant d'une expropriation mais qui ont une fonction collective (camping municipal, aire d'accueil pour les nomades, cimetières...)

Les constructions destinées à une utilisation privatives sont exclues.

L'article L 123-17 du code de l'urbanisme précise les bénéficiaires de l'emplacement réservé :

- une collectivité
- un établissement public de coopération intercommunale
- un organisme gestionnaire de services publics

3.3 Les effets du classement

Le terrain est frappé d'inconstructibilité pour les personnes autres que le bénéficiaire de la réserve. La construction sur ce terrain est interdite lorsque le plan est rendu public (sauf octroi d'un permis précaire, en application de l'article L 423.1 du Code de l'Urbanisme)

Le propriétaire du terrain inscrit en emplacement réservé au PLU peut :

- conserver et jouir de son bien tant que la collectivité bénéficiaire n'aura pas l'intention de réaliser l'équipement prévu
- mettre en demeure le bénéficiaire de l'emplacement réservé d'acquérir son terrain (droit de délaissement, article L 230-1 et suivants du code de l'urbanisme)

Le droit de délaissement permet au propriétaire du terrain de mettre le bénéficiaire en demeure d'acquérir leurs biens immédiatement, le paiement du prix dans les deux si accord amiable ou après fixation du prix par le juge de l'expropriation.

Même si à cette date, une décision de sursis à statuer lui ayant été opposée est en cours de validité, le propriétaire du terrain peut exiger de la collectivité ou du service public bénéficiaire de la réserve qu'il soit procédé à l'acquisition du terrain par la collectivité ou le service public au bénéfice duquel le terrain est réservé doit se prononcer dans le délai d'un an, à compter de la réception en mairie de la demande du propriétaire.

L'acquisition peut être faite par une collectivité ou un service autre que le bénéficiaire, dès lors que la destination de l'emplacement reste inchangée.

3.4 Liste des emplacements réservés

La commune a instauré 6 emplacements réservés sur le territoire communal :

N°	Nature de l'emplacement réservé	Emprise	Bénéficiaire
1	Création d'un équipement public lié aux loisirs (playground)	3100 m ²	Commune
2	Création d'une voie de desserte	800 m ²	Commune
3	Création d'un parking et aménagement du site	3900 m ²	Commune
4	Création d'une voie piétonne	550 m ²	Commune
5	Elargissement de la voie	80 m ²	Commune
6	Prolongement et création d'un chemin piéton	310 m ²	Commune
7	Extension de l'aire de covoiturage	400 m ²	Commune
8	Rectification du virage	800 m ²	Commune

L'emplacement réservé n°1 est destiné à la création d'une aire de jeux en plein air de style playground, emplacement qui répond à une orientation du PADD.

L'emplacement réservé n°2 est destiné à la création d'un équipement public, d'un parking poids lourds et pour l'élargissement de la route.

Actuellement, la commune manque de parkings pour les poids lourds qui viennent déjeuner au restaurant du bourg, lorsque celui-ci est bouché, il a été constaté que les poids lourds partaient sur St Jean par exemple et ne revenaient pas forcément.

La commune souhaite maintenir cette activité sur la commune et ainsi souhaite créer une aire de stationnement réservée aux poids lourds.

Le long de la route est quant à lui réservé pour un éventuel agrandissement et aménagement qui permettra de sécuriser l'entrée de bourg conformément aux propositions du contrat d'objectifs.

L'emplacement réservé n°3 est destiné à la création d'un parking pour les voitures allant au restaurant.

La création de parkings répond également à un objectif du PADD.

L'emplacement réservé n°4 est destiné à la création d'une liaison piétonne reliant la future zone d'habitat au centre bourg, il sera créé un trottoir aménagé avec des espaces verts afin de sécuriser l'accès au centre bourg.

La création de cheminement piéton répond à un objectif du PADD.

L'emplacement réservé n°5 est destiné à élargir une voie dans le centre bourg afin de sécuriser la traversée, il répond à une orientation de l'étude d'aménagement du bourg en cours de la commune.

L'aménagement du centre bourg répond à un des objectifs du PADD.

L'emplacement réservé n°6 est destiné au prolongement et à la création d'un cheminement piéton, il répond à une orientation de l'étude d'aménagement du bourg en cours sur la commune.

La création de cheminement piéton répond à un objectif du PADD.

L'emplacement réservé n°7 est destiné à une éventuelle extension de l'aire de covoiturage située le long de la RD 812, celle-ci est actuellement assez réduite et ne permet pas aux véhicules de manœuvrer

La création de nouveaux équipements répond à un des objectifs du PADD.

L'emplacement réservé n°8 est destiné à la rectification du virage à hauteur du Pâtis Buret, les élus de la commune se sont souvenus d'une demande du Conseil Général visant à rectifier le virage.

IV. Bâti soumis au permis de démolir

4.1 Définition du permis de démolir

Afin de protéger le patrimoine ancien de qualité, la commune a décidé d'instituer le permis de démolir sur l'ensemble de la zone UC (centre bourg ancien et historique).

Le permis de démolir est une autorisation administrative préalable à la démolition de tout ou parties des bâtiments ainsi qu'à certains travaux assimilés.

Ce régime du permis de démolir a pour vocation de participer à la protection et à la mise en valeur de certains bâtiments ou ensemble de bâtiments, ayant un intérêt historique, esthétique, culturel, à la sauvegarde du patrimoine immobilier bâti ayant un intérêt social ou à la conservation de bâtiments ayant un intérêt pour la commune.

4.2 Liste du bâti soumis au permis de démolir

Seul le centre bourg ancien (zone UC) bénéficie de la protection liée au permis de démolir.

La commune n'ayant pas souhaitée répertoriée d'autres sites.

V. Annexes diverses

5.1 Espaces boisés classés :

Les services de l'état mais aussi les collectivités ont pour objectif de sauvegarder les espaces boisés car en cas de destruction, leur reconstruction exige des décennies.

A ce titre, il faut soustraire le plus possible ces espaces à l'urbanisation et ne pas y localiser d'équipements susceptibles d'en bouleverser l'équilibre naturel.

En application de l'article L 130.1 du Code de l'Urbanisme, le PLU peut « classer en espaces boisés classés les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger, ou à créer qu'ils soient soumis ou non au régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut également s'appliquer à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignement »

Les boisements concernés sont les suivants :

Boisement au Pont Sec: 1.30 hectare
Boisement le long de la Mancelière: 3.50 hectares
Boisement à proximité des Clocherais: 1.90 hectare
Boisement sous la Bourgaignère: 3.70 hectares et 3600 m²
Boisement sous La Vilaume: 3 hectares
Boisement à proximité du Haut Refour: 6500 m²
Boisement de la Tremblais: 1.35 hectare
Boisement de Chevesse : 3.05 hectares
Boisement à l'Epine : 7600 m²

Le classement en Espaces Boisés Classés représente environ 20 hectares sur la commune de St Marc sur Couesnon.

5.1.1 Dispositions générales :

A l'intérieur du périmètre délimitant les espaces boisés classés, les dispositions des articles R 130.1 à R 130.15 du Code de l'urbanisme sont applicables.

Le propriétaire sera tenu d'entretenir le boisement existant et en particulier de remplacer les arbres qui viendraient à disparaître.

Le classement en EBC interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation ou d'utilisation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

Seuls sont autorisés les travaux qui ne sont pas susceptibles de compromettre le caractère boisé des lieux comme les constructions liées à l'exploitation forestière ou à la lutte contre l'incendie et les installations légères liées à la fréquentation du public.

5.1.2 Dispositions applicables aux terrains classés

La construction y est strictement interdite, sauf dans le cas où le bénéfice du deuxième alinéa de l'article L 130.2 du Code de l'Urbanisme, rappelé ci après aura été accordé.

Pour sauvegarder les bois et parcs et, en général, tous les espaces boisés et sites naturels situés dans les agglomérations ou leurs environs, et pour en favoriser l'aménagement, l'Etat, les départements, les communes ou les établissements publics ayant pour objet la réalisation d'opération d'urbanisme **peuvent offrir, à titre de compensation, un terrain à bâtir aux propriétaires qui consentent à leur céder gratuitement un terrain classé par un plan d'occupation des sols approuvé ou rendu public comme espace boisé à conserver, à protéger ou à créer.** Cette offre ne peut être faite si la dernière acquisition à titre onéreux, dont le terrain classé a fait l'objet, n'a pas date certaine depuis cinq ans au moins.

Il peut également, aux mêmes fins, être accordé au propriétaire une autorisation de construire sur une partie du terrain classé n'excédant pas un dixième de la superficie dudit terrain, si la dernière acquisition à titre onéreux dont ce terrain a fait l'objet à date certaine depuis cinq ans au moins.

Cette autorisation qui doit être compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, **ne peut être donnée que par décret pris sur le rapport du Ministre chargé de l'Urbanisme, du Ministre de l'intérieur et du Ministre de l'Agriculture.**

La portion de terrain cédée par le propriétaire ne peut faire l'objet d'un changement d'affectation qu'après autorisation donnée dans les mêmes conditions.

L'application des dispositions du présent alinéa est subordonnée à l'accord de la ou des communes sur le territoire desquelles est situé le terrain classé dans les conditions déterminées par les décrets prévus à l'article L 130.6 du Code de l'Urbanisme.

La valeur du terrain à bâtir offert en compensation ou le surcroît de valeur prix, du fait de l'autorisation de construire, par la partie du terrain classé conservée par le propriétaire, ne doit pas dépasser la valeur du terrain cédé à la collectivité.

Les communes ou les établissements publics ayant ainsi acquis la propriété d'espaces verts, boisés ou non, s'engagent à les préserver, à les aménager, et à les entretenir dans l'intérêt du public.

La portion de terrain rendue éventuellement constructible après application de l'article L 130.2 du Code de l'Urbanisme est soumise aux règles d'urbanisme régissant la zone dans laquelle est inclus le terrain classé, si cette zone est une zone U ou une zone 1 AU.

Dans le cas, où le terrain classé est inclus dans une zone naturelle, les règles applicables sont celles du secteur.

5.1.3 Un outil facilement applicable

La modification de l'emprise, la suppression ou la création d'un EBC ne peut généralement intervenir qu'au cours d'une procédure de révision du PLU.

Toutefois, il peut arriver que l'emprise d'un EBC soit modifiée dans le cadre d'une mise en compatibilité du PLU liée à un projet déclaré d'utilité publique.

Le classement d'un espace boisé résulte de son inscription en tant que tel au PLU, il peut être situé en zone urbaine, à urbaniser, agricole ou naturelle.

5.2 Zone inondable

A ce titre et d'après la cartographie communiquée par les services de l'état, dans le cadre du Porter à la Connaissance, la commune de St Marc sur Couesnon est concernée par le risque d'inondation lié au Couesnon, ainsi tout le sud de la commune est touché sur une largeur plus ou moins grande, mais aussi à proximité de la Coutardais où une zone inondable liée au ruisseau de l'Everre est également répertoriée.

L'interdiction de constructions nouvelles ainsi que des remblais dans le champ d'expansion des crues doit tendre à la préservation du lit majeur des cours d'eau. Il est nécessaire de garder au secteur le rôle de zones humides afin d'éviter d'accélérer le débit pouvant entraîner une aggravation du risque en aval.

Il convient donc que les secteurs en bordure des cours d'eau soient protégés contre toute forme de remblai de façon à préserver le champ d'expansion des crues et garder à la fois son rôle de zone humide et d'éviter d'accélérer le débit pouvant entraîner aggravation du risque notamment en aval.

5.3 Périmètre de captage des eaux

Par arrêté préfectoral en date du 15 février 1998, la commune de St Marc sur Couesnon est concernée par un périmètre de protection des eaux potables lié au captage de l'eau potable de La Roche situé sur la commune voisine de Mézières.

On retrouve deux hameaux situés dans ce périmètre : le Moulin du Houx et le Moulin du Pont où une minoterie est en activité.

PREFECTURE DE L'ILLE-ET-VILAINE

Direction des Actions de l'Etat
et de la Déconcentration
4ème Bureau

ARRETE

Ville de Rennes

Eau destinée à la consommation humaine

**Mise en place des périmètres de protection autour du captage de Rennes II
au lieu-dit " La Roche " à Mézières sur Couesnon et sur le territoire des
communes de Mézières sur Couesnon, St Jean sur Couesnon, St Ouen des Alleux
et St Marc sur Couesnon**

**Déclaration d'utilité publique et institution de servitudes en vue de l'établissement
des Périmètres de protection autour de la prise d'eau de Mézières sur Couesnon
(dite captage de Rennes II) au lieu-dit " La Roche "**

LE PREFET DE LA REGION DE BRETAGNE

PREFET D'ILLE ET VILAINE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'article 113 du code rural sur la dérivation des eaux non domaniales ;

VU les articles L20 et L20.1 du code de la santé publique ;

VU la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU l'arrêté du 10 juillet 1989 relatif à la définition des procédures administratives
concernant les eaux destinées à la consommation humaine ;

VU l'arrêté du 20 février 1990 relatif aux méthodes de référence pour l'analyse des eaux
destinées à la consommation humaine ;

VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de
protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine en
application de l'article L20 du code de la santé publique ;

VU la convention départementale d'Ille-et-Vilaine du 29 septembre 1982 déterminant les
mesures prises à l'égard de l'agriculture ;

VU la liste des commissaires enquêteurs publiée au recueil des actes administratifs de la
Préfecture d'Ille et Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 juin 1933 déclarant d'utilité publique les travaux à
entreprendre par la Ville de RENNES en vue de la dérivation d'une partie des eaux du
Couesnon afin d'assurer la distribution d'eau potable ;

VU le projet établi par la Ville de RENNES en vue de la mise en place des périmètres de
protection autour de la prise d'eau de MEZIERES S/COUESNON dite captage de
RENNES II. ;

.../...

VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de RENNES en date du 7 avril 1997 approuvant le dossier et sollicitant l'ouverture d'enquêtes conjointes en vue de l'institution de périmètres de protection autour de la prise d'eau sur le Couesnon à MEZIERES S/COUESNON - adduction de RENNES II ;

VU les pièces du dossier transmis par le maire de RENNES en vue d'être soumis à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de l'opération ;

VU le plan parcellaire délimitant le périmètre de protection autour du captage ;

VU l'état parcellaire des terrains à grever de servitudes ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en date du 15 novembre 1995 ;

VU le dossier d'enquête à laquelle il a été procédé du mercredi 5 au vendredi 21 novembre 1997 inclus conformément à l'arrêté préfectoral du 13 octobre 1997 ;

VU les pièces constatant que les avis ont été affichés et qu'un avis a été publié et inséré dans deux journaux d'annonces judiciaires et légales du département et que les dossiers d'enquêtes sont restés déposés pendant 17 jours consécutifs en mairies de MEZIERES S/COUESNON, ST JEAN S/COUESNON, ST OUEN DE ALLEUX et ST MARC S/COUESNON ;

VU l'avis favorable du groupe captage en date du 27 mai 1997 ;

VU le rapport du commissaire enquêteur du 10 décembre 1997 ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène du 3 février 1998 ;

SUR les propositions de l'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

- A R R E T E -

Article 1

A la demande du conseil municipal de la Ville de RENNES sont déclarés d'utilité publique les périmètres de protection autour de la prise d'eau de MEZIERES S/COUESNON (dite RENNES II) et sur le territoire des communes de MEZIERES S/COUESNON, ST JEAN S/COUESNON, ST OUEN DES ALLEUX et ST MARC S/COUESNON.

Article 2

Les périmètres de protection sont définis sur le plan joint au présent arrêté.

Les parcelles situées à l'intérieur des périmètres immédiat et rapproché sont énumérées dans l'état parcellaire également joint au présent arrêté.

Article 3 - Périmètre immédiat

La parcelle est close, elle est la propriété de la Ville de RENNES.

.../...

Toutes activités, autres que celles liées à l'exploitation du captage, y sont interdites.

Article 4 - Périmètre rapproché

Le périmètre de protection rapproché se décompose en un secteur sensible (PR1) et un secteur complémentaire (PR2).

4.1. - Réglementation commune sur la totalité du périmètre PR1 et PR2

4.1.1. - Activités interdites

"D'une façon générale, la création de toute activité ou la transformation d'une activité existante pouvant constituer un risque nouveau de pollution pour la prise d'eau, par altération de la qualité de l'eau de la rivière et de ses affluents :

- ⇒ Usages de bateaux à moteur sur la rivière.
- ⇒ Création de points d'eau superficielle (plans d'eau).
- ⇒ Création de cimetières.
- ⇒ Exploitation de carrières ou mines à ciel ouvert ou souterraines et d'une façon plus générale, ouverture d'excavations, à l'exclusion de celles susceptibles de contribuer à l'amélioration de la protection de la prise d'eau (ex : Bassins de décantation ou de lagunage au débouché des vallons adjacents au Couesnon).
- ⇒ Création d'établissements piscicoles.
- ⇒ Installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, ou de produits chimiques ou d'eaux usées de toute nature.

Cette interdiction ne s'applique pas aux ouvrages de dimension individuelle (habitations et exploitations agricoles existantes, qui doivent dans tous les cas, être en conformité avec la réglementation applicable en la matière).

Elle ne s'applique pas non plus aux canalisations et stockages qui seraient susceptibles de contribuer à l'amélioration de la protection de la prise d'eau (ex: Mise en place d'assainissement collectif).

⇒ Dépôts d'ordures ménagères et de tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux par infiltration ou par ruissellement (immondices, détritiques, déchets de toutes natures, matériels réformés, etc.).

Rentrent dans ce cas, s'ils ont un caractère permanent ou de longue durée :

- Les dépôts non aménagés de fumier et de matières fermentescibles destinées à la fertilisation des sols.
- Les silos non aménagés destinés à la conservation, par voie humide, des aliments pour animaux (ensilage d'herbe ou de maïs de type taupinière).
- Les dépôts non aménagés de produits fertilisants ou de produits phytosanitaires.

⇒ Création de nouveaux sièges d'exploitation agricole.

⇒ Toute construction de bâtiments à l'exception des opérations d'extension ou de rénovation du construit existant, ou encore dans le cadre du développement des activités existantes.

.../...

Avant sa réalisation, tout projet de cet ordre devra faire l'objet d'une note préalable, soumise à l'avis des services de l'Etat. Cette note devra indiquer la destination des bâtiments concernés et les mesures prises pour éviter toute pollution des eaux".

Concernant l'occupation des sols et les pratiques agricoles, sont interdites les activités suivantes :

- ⇒ Déboisement et défrichage, l'exploitation des bois restant autorisée.
- ⇒ Suppression des talus et des haies contribuant à la protection des cours d'eau en faisant obstacle aux ruissellements. En particulier, les talus et les haies marquant les limites du périmètre de protection rapprochée seront impérativement conservés.
- ⇒ Drainage, irrigation et aspersion des parcelles agricoles.
- ⇒ Abreuvement direct des animaux par introduction dans la rivière ou ses affluents.
- ⇒ Affouragement permanent des animaux à la pâture et élevage de type plein-air.
- ⇒ Points d'affouragement temporaire et d'abreuvement du cheptel à moins de 50 mètres des cours d'eau.
- ⇒ Epandage des déjections avicoles (fientes et fumiers de volailles), tant que les techniques d'épandage de ces produits riches en éléments fertilisants n'auront pas été adaptées aux doses de fertilisation fractionnées des cultures en place.
- ⇒ Aspersion des produits phytosanitaires par voie aéroportée.
- ⇒ Utilisation des produits phytosanitaires à moins de 35 m des cours d'eau et des plans d'eau.
- ⇒ Usage de produits phytosanitaires de type organochloré (ex : Lindane).
- ⇒ L'utilisation de produits phytosanitaires pour les usages non agricoles (désherbage des voies de communication, parking, etc.)⇒

4.1.2. - Activités réglementées (sur la totalité du périmètre)

"D'une façon générale, tout projet d'aménagement ou d'implantation d'activités susceptibles d'entraîner une modification de l'état des lieux et en particulier des écoulements d'eaux superficielles ou souterraines, et de leur qualité, devra être soumis pour avis auprès des services de l'Etat.

Toutes les dispositions devront être prises pour que la qualité des eaux du Couesnon corresponde au moins à la classe 1B, qualité définie dans la grille d'appréciation générale de la qualité des cours d'eau établie dans le cadre de la mise en place des objectifs de qualité des eaux superficielles.

⇒ Les établissements agricoles ou industriels relevant du régime des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement au titre des activités pratiquées devront faire l'objet d'une procédure administrative d'autorisation.

⇒ Les bâtiments et habitations existants seront mis en conformité avec la réglementation applicable en la matière, en particulier :

- Les sièges d'exploitations agricoles ne doivent induire ni rejet, ni infiltration d'eaux souillées. Après diagnostic particulier, ces bâtiments devront faire l'objet, si nécessaire, de travaux d'aménagement permettant de respecter cette prescription.

.../...

- Les dispositifs d'assainissement autonome des habitations seront mis en conformité avec la réglementation. Les puisards sont interdits.

⇒ Les zones humides seront conservées en l'état mais les points d'eau stagnante et insalubre seront supprimés.

⇒ Les ruisseaux et fossés seront régulièrement entretenus (stagnation ou infiltration d'eau à éviter), les apports d'eaux usées de quelque nature que ce soit y étant interdits.

⇒ L'entretien des voies de circulation et des chemins (banquettes), et des fossés sera effectué avec des moyens exclusivement mécaniques ou manuels. Il en sera de même pour les sentiers de randonnée de toutes natures.

⇒ Pour éviter le risque de déversement accidentel dans les cours d'eau pouvant provenir d'un véhicule accidenté, la vitesse des véhicules, et particulièrement celle de ceux affectés aux opérations de transport et tout spécialement de transport de matières dangereuses, devra être limitée sur toute la traversée du périmètre de protection rapprochée. Ce point vise particulièrement la R.D. 102, seule voie publique qui franchisse actuellement le Couesnon dans le cadre du périmètre".

4.2. - Réglementations spécifiques à PR1 - secteur sensible

4.2.1. - *Activités interdites*

(Outre celles relevant du cadre général du périmètre rapproché).

⇒ "La circulation de véhicules à moteurs (motos comprises), à l'exclusion des interventions d'entretien, de sécurité ou de secours, sur les berges du Couesnon où la pénétration à pied de pêcheurs et de promeneurs devra être aménagée.

⇒ La création de points d'eau (eaux superficielles et souterraines).

⇒ La création de nouveaux bâtiments. La rénovation de l'habitat existant est tolérée si elle s'accompagne des mesures sanitaires adéquates (après avis des services compétents).

⇒ La création d'aires de stationnement et d'une façon plus générale celle de plates-formes imperméabilisées.

⇒ L'installation de terrains de camping.

⇒ Le pâturage des animaux d'Octobre à Mars inclus.

⇒ L'épandage de toutes les déjections animales liquides (lisiers et purins) et solides (fientes de volailles, fumiers) ainsi que de tous effluents équivalents d'origine extérieure aux sièges d'exploitation agricole (ex : boues de stations d'épuration, effluents d'industries agro-alimentaires)".

4.2.2. - *Activités réglementées*

⇒ "Les parcelles en prairies permanentes, les zones humides et les secteurs boisés seront maintenus en l'état.

⇒ Les parcelles cultivées seront converties en prairies permanentes ou boisées pour assurer un couvert végétal permanent.

.../...

⇒ Le limite de la zone sensible devra impérativement être constituée par une haie sur talus là où elle n'est matérialisée ni par une haie existante ni par un fossé bordant une voie (par exemple : dans la traversée d'un grand champ actuel).

⇒ Le pâturage des animaux sera autorisé hors période hivernale (Avril-Septembre) mais limité à une charge < 1,5 UGB/ha, en évitant la dégradation du couvert végétal ainsi qu'un compactage important des sols.

⇒ La fertilisation sera exclusivement minérale et limitée à 100 UN/ha/an, et sous réserve de l'équilibre apport-exportations".

4.3. - Réglementations spécifiques à PR2 - secteur complémentaire

4.3.1. - *Activités interdites*

(Outre celles relevant du cadre général du périmètre rapproché) :

⇒ "Epanchage de toutes les déjections animales liquides ou solides et produits organiques équivalents d'origine extérieure aux sièges d'exploitation agricole (ex : boues de stations d'épuration) :

- sur les parcelles de pente supérieure à 7 % ;
- sur les parcelles déjà drainées ;
- sur les sols laissés nus ;
- d'Octobre à Mars inclus (durant 6 mois)".

4.3.2. - *Activités réglementées*

⇒ "L'installation de nouveaux terrains de camping, limités à 10 emplacements et disposant d'un assainissement conforme ; de même pour le camping à la ferme, rattaché à une exploitation existante et pourvu de dispositifs sanitaires réglementaires.

Cette limitation à 10 emplacements ne vise pas le camping déjà existant du Château de la Ville-Olivier.

⇒ La création de points de prélèvement d'eau souterraine sera soumise à l'avis des services de l'état chargé de l'application des règles d'hygiène et, le cas échéant, de la Police des Eaux.

⇒ Les épandages seront autorisés d'Avril à Septembre inclus (6 mois), sous réserve des besoins des cultures et des interdictions édictées plus haut.

⇒ Les épandages de déjections animales tant liquides que solides et des effluents équivalents seront interdits à moins de 35 mètres des cours d'eau.

⇒ Mise en place d'une culture intercalaire obligatoire pour éviter de laisser les sols nus en période hivernale.

⇒ La pâture est autorisée toute l'année mais dans le respect du maintien de la couverture herbacée et en évitant un compactage trop important des sols.

⇒ La fertilisation minérale ou organique est autorisée sous réserve de respecter les dispositions des directives nitrates et le programme d'action du département d'Ille-et-Vilaine, arrêté préfectoral du 30 décembre 1996.

.../...

Article 5

La Ville de RENNES devra indemniser les propriétaires et exploitants de tous dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la mise en place des périmètres de protection.

Article 6

Le présent arrêté sera par les soins et à la charge de la ville de RENNES :

- Notifié à chacun des propriétaires concernés par l'établissement des périmètres de protection.
- Publié à la conservation des hypothèques du département d'Ille-et-Vilaine.

Article 7

Le présent arrêté sera publié et affiché en mairies de RENNES, MEZIERES S/COUESNON, ST JEAN S/COUESNON, ST OUEN DES ALLEUX et ST MARC S/COUESNON. Il fera l'objet d'un avis au recueil des actes administratifs de la Préfecture d'Ille et Vilaine.

Article 8

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le maire de la Ville de RENNES, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée aux maires de MEZIERES S/COUESNON, ST MARC S/COUESNON, ST JEAN S/COUESNON et ST OUEN DES ALLEUX.

Fait à RENNES

19 FEV. 1998



POUR AMPLIATION
Pour le Préfet

[Signature]
Danielle DENAIS

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Bertrand LABARTHE

INFORMATION : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent acte peut être contesté devant le Tribunal Administratif par un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa notification.

Il peut également faire l'objet auprès du Préfet d'un recours gracieux, celui-ci prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de quatre mois vaut rejet implicite.